



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Chalon-sur-Saône
1 rue Georges Feydeau – CS 20105
71351 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex

Le 06 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SILGAN DISPENSING SYSTEMS LACROST

Chemin des Croux
CS50008
71700 Lacrost

Références : FB/MV/2022/C_235
Code AIOT : 0005402780

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/06/2022 dans l'établissement SILGAN DISPENSING SYSTEMS LACROST implanté Chemin des Croux à LACROST (71700). L'inspection a été annoncée le 12/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale portant sur le risque d'incendie. L'unité interdépartementale Jura et Saône-et-Loire de la Dreal Bourgogne-Franche-Comté a déployé cette action, du 30 mai au 30 juin 2022, spécifiquement sur la maîtrise du risque d'incendie à la source.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SILGAN DISPENSING SYSTEMS LACROST
- Chemin des Croux 71700 LACROST
- Code AIOT : 0005402780
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SOCIÉTÉ SILGAN DISPENSING SYSTEMS LACROST, spécialisée dans la fabrication d'éléments de conditionnement en matière plastique destinés au marché de la cosmétique, exploite sur le territoire de la commune de Lacrost une unité de fabrication.

L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée, entre autres, par l'arrêté préfectoral n° 12-01575 du 11 mai 2012.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- plan des installations et des zones à risques ;
- conditions de stockage ;
- moyens de détection d'incendie ;
- moyens de défense interne contre l'incendie.

Ces thèmes sont détaillés au travers de fiches de constats seulement lorsque les contrôles par sondages des installations ont mis en évidence des non-conformités aux dispositions applicables.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Suivi périodique des robinets d'incendie armés	Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article 7.5.2	/	Sans objet
3	Stockage de palettes à proximité du bâtiment	Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article 1.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Circulation dans les bâtiments	Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article 7.2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection :

- trois non-conformités ont été constatées, sur les thèmes suivants :
 - la conformité des installations au dossier de demande d'autorisation ;
 - la circulation à l'intérieur des bâtiments ;
 - la maintenance des moyens internes de défense incendie ;
- deux demandes de compléments sont formulées concernant la conformité des moyens internes de défense incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Circulation dans les bâtiments

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Bâtiments et locaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.
Constats : Dans l'ensemble, les allées de circulation à l'intérieur des bâtiments sont dégagées et permettent une circulation aisée. L'inspection a cependant observé, dans le hall d'injection, l'encombrement partiel d'une allée dédiée à la circulation piétonne périphérique.

L'inspection des installations classées a relevé une non-conformité aux dispositions imposées par l'article 7.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/05/2012 en raison de l'encombrement d'une allée de circulation.
Observations : L'inspection a observé que les allées de circulation sont clairement délimitées par des barrières et un marquage au sol. L'exploitant veillera donc à rappeler au personnel la nécessité de maintenir ces allées de circulation totalement libres de tout obstacle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Suivi périodique des robinets d'incendie armés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : L'exploitant a justifié de la réalisation du dernier contrôle périodique des robinets d'incendie armés (RIA). Il a été réalisé le 03/03/2022. Cependant, l'inspection a constaté, sur deux RIA, que la date du dernier contrôle n'a pas été reportée.</p> <p>L'inspection a par ailleurs constaté que la conclusion du rapport de contrôle indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> – un risque d'échec potentiel : la pression est de 3,4 bars pour 4 bars requis selon le référentiel R5-2008. L'organisme de contrôle précise de plus que ce contrôle est à réaliser avec quatre RIA en fonctionnement mais qu'en l'absence de moyens humains mis à disposition par l'exploitant le contrôle a été conduit avec deux RIA en fonctionnement dont point F ; – que les révisions quinquennales et décennales sont à réaliser. L'exploitant a présenté un devis du 18/10/2021 pour la réalisation de ces révisions. Cependant, le jour de l'inspection, aucune commande n'avait encore été passée pour la réalisation de ces contrôles périodiques. <p>Ainsi, l'inspection des installations classées a relevé une non-conformité en raison du non-maintien en état du réseau de RIA contrairement aux dispositions imposées par l'article 7.5.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/05/2012.</p> <p>L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en fournissant la justification de la réalisation des révisions quinquennales et décennales du réseau de RIA et de sa conformité.</p> <p>Observations : Les contrôles périodiques doivent être conduits dans des conditions qui satisfont les référentiels qui les encadrent. Il revient à l'exploitant, et c'est dans son intérêt, de mettre à disposition de l'organisme de contrôle tous les moyens matériels ou humains nécessaires.</p> <p>Le suivi de l'installation d'extinction automatique est réalisé annuellement. Cependant, l'inspection observe que les contrôles périodiques sont réalisés suivant le référentiel APSAD alors que l'installation a été conçue suivant le référentiel FM GLOBAL. Cela induit des anomalies récurrentes non traitées par l'exploitant. La pertinence des conclusions des contrôles quant à la fiabilité de l'installation d'extinction automatique d'incendie ne peut être appréciée en l'état. L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées pour justifier que son installation d'extinction automatique satisfait aux exigences fixées, en cohérence avec son dossier de demande d'autorisation, lors de sa conception.</p>

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Stockage de palettes à proximité du bâtiment

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article 1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité au dossier de demande d'autorisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.</p>
<p>Constats : Il a été observé la présence d'un stockage de palettes bois au niveau du quai d'expédition n° 1 et à proximité du bâtiment de stockage des moules. L'exploitant a précisé qu'il s'agissait d'un lot de palettes en attente de reprise.</p> <p>Dans le dossier de demande d'autorisation, toutes les aires de stockage extérieures (palettes bois, huiles, déchets...) sont éloignées des bâtiments. La présence de palettes de bois est susceptible en cas d'incendie d'entraîner des effets dominos au bâtiment proche.</p> <p>Ainsi, l'inspection des installations classées relève une non-conformité en ce qui concerne la présence d'un stockage de palettes bois en dehors des zones prévues au dossier de demande d'autorisation.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet